

Plans de sauvetage de la Grèce : 77% des fonds sont allés à la finance

Une étude d'Attac montre que les plans de sauvetage adoptés par l'Union européenne ont sauvé les banques, pas les populations

Depuis mars 2010, l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) ont attribué 23 tranches de financement au prétendu « sauvetage de la Grèce », pour un total de 206,9 milliards d'Euros. Ils n'ont cependant fourni presque aucune précision sur l'utilisation exacte de ces énormes sommes, provenant de fonds publics. C'est pourquoi Attac Autriche a entrepris une étude sur cette question : au moins 77% de l'argent du plan de sauvetage ont bénéficié directement ou indirectement au secteur de la finance.

Les résultats en détail :

- 58,2 milliards d'Euros (28,13%) ont servi à recapitaliser les banques grecques —au lieu de restructurer ce secteur trop grand et moribond de manière durable et de laisser les propriétaires des banques payer pour leurs pertes.
- 101,331 milliards d'Euros (48,98%) sont allés aux créanciers de l'État grec. Parmi lesquels 55,44 milliards d'Euros ont été utilisés pour rembourser des bons du Trésor arrivés à échéance —au lieu de laisser les créanciers assumer le risque pour lequel ils avaient préalablement perçu des intérêts. 34,6 autres milliards d'Euros ont servi de prime d'incitation pour obtenir l'accord des créanciers sur le prétendu « allègement » ou « *haircut* » en mars 2012. 11,3 milliards d'Euros ont été affectés au rachat de la dette en décembre 2012, lorsque l'État grec a racheté des bons presque sans valeur à ses créanciers.
- 43,7 milliards d'Euros (22,46%) ont alimenté le budget de l'État ou n'ont pu être clairement affectés.
- 0,9 milliard d'Euros (0,43%) ont constitué la contribution de la Grèce au financement du nouveau fonds de sauvetage, le MES.

Sources: www.attac.at/uploads/media/backgroundmaterial_bailout_english.pdf

« Le but des élites politiques n'est pas de secourir la population grecque mais de sauver le secteur financier » conclut Lisa Mittendrein d'Attac Autriche. *« Ils ont utilisé des centaines de milliards d'argent public pour sauver les banques et autres acteurs financiers —en particulier leurs propriétaires— de la crise qu'ils ont provoquée. »*

Les élites politiques ont trompé le public en affirmant prendre des « mesures de sauvetage »

Les résultats du rapport d'Attac Autriche réfutent les affirmations publiques des institutions et chefs d'Etat européens, selon lesquelles c'est la population grecque qui a bénéficié desdits « plans de sauvetage ». C'est plutôt elle qui paie pour sauver les banques et les créanciers en subissant une brutale course à l'austérité, ainsi que les catastrophiques

conséquences sociales que l'on sait.

Des milliardaires et des fonds spéculatifs bénéficiaires des « sauvetages »

Parmi ceux qui ont bien été sauvés, on compte le clan multimilliardaire Latsis, l'une des plus riches familles grecques, qui détient en grande partie l'Eurobank Ergasias sauvée par l'État (1). Des spéculateurs en ont aussi profité : lors du rachat de la dette en décembre 2012, le fonds spéculatif Third Point a empoché 500 millions d'Euros grâce aux fonds publics européens (2). « *Quand Barroso, le président de la Commission européenne, a qualifié le prétendu plan de sauvetage de la Grèce d'acte de solidarité (3), la question est : solidarité avec qui ?* », note Dominique Plihon, porte-parole d'Attac France.

34,6 milliards d'Euros supplémentaires en paiements d'intérêts

43,6 milliards d'Euros tout au plus (22,46%) des dites « enveloppes de sauvetage » ont été affectés au budget de l'État. Il faut cependant comparer ce montant à celui d'autres dépenses de l'État au cours de la même période, qui n'ont pas bénéficié à toute la population : plus de 34,6 milliards d'Euros ont encore été versés aux créanciers en paiement d'intérêts sur des bons du Trésor en attente (du 2^e trimestre 2010 au 4^e trimestre 2012 (4)). En outre, l'État grec a affecté une autre enveloppe de 10,2 milliards d'Euros au budget de la défense (2010 et 2011 (5)). Selon certains initiés, Berlin et Paris auraient pressé la Grèce de ne pas réduire ses dépenses militaires parce que cela aurait porté préjudice aux fabricants d'armes allemands et français (6).

Ce n'est pas le premier renflouement des banques

« *L'étude de nos amis d'Attac Autriche prouve que le prétendu sauvetage de la Grèce s'avère être un autre renflouement des banques et des riches particuliers* » affirme Dominique Plihon. Les banques européennes ont déjà reçu 670 milliards d'Euros de soutien direct de la part de l'État (hors garanties) depuis 2008 (7). Pourtant le secteur financier reste instable en Grèce comme dans toute l'Europe. Ce que démontre une fois encore le récent versement de deux tranches supplémentaires destinées aux recapitalisations des banques pour 23,2 milliards d'Euros depuis décembre 2012.

Les élites politiques échouent à mettre en œuvre les régulations nécessaires...

Les coupes de l'État grec ont frappé si fort les banques locales que l'État est contraint à s'endetter à nouveau pour voler à leur secours avec un renflouement d'un milliard d'Euros. « *Au cours des cinq années qui se sont écoulées depuis le krach financier, les politiques européens n'ont pas réussi à régler les marchés financiers et à adopter un régime de faillite des banques. Aussi les contribuables sont-ils toujours contraints de venir en aide en cas de pertes, tandis que les propriétaires des banques s'en tirent en toute impunité. Les gouvernements doivent cesser de donner de telles opportunités de chantage au secteur de la finance* » critique Dominique Plihon.

... et volent au secours du secteur bancaire grec corrompu

Ce qui est encore pire, c'est que les milliards du plan de sauvetage vont aux banques grecques, même si certaines d'entre elles ont recours à des méthodes douteuses pour remplir les conditions officielles d'éligibilité. En 2012, un rapport de Reuters a révélé les pratiques scandaleuses des banques utilisant un système de Ponzi basé sur des sociétés

offshore pour donner un coup de pouce à des prêts non garantis de l'une à l'autre. Elles ont procédé de la sorte pour sembler être encore en mesure d'attirer des capitaux privés et répondre ainsi aux critères de recapitalisation par l'État (8). « *Alors que les élites politiques grecques et européennes exigent le sang et les larmes du peuple grec, elles ferment les yeux sur les accords secrets entre les oligarques financiers, qui sont en fait les principaux bénéficiaires de l'argent du sauvetage accordé à la Grèce* », confirme l'économiste Marica Frangakis, membre de l'Institut Nicos Poulantzas d'Athènes et membre fondatrice d'Attac Grèce.

La manipulation opaque des fonds publics

« *Les résultats de l'étude d'Attac Autriche révèlent que, depuis 2008, le principal objectif de la politique de gestion de la crise de nos gouvernements est de sauver les fortunes des plus riches. Les élites politiques acceptent un énorme taux de chômage, la pauvreté et la misère pour sauver un secteur financier incurable. Le gouvernement autrichien a, lui aussi, participé à cette ligne de conduite inhumaine pendant des années* », ajoute Dominique Plihon. Il est d'ailleurs inquiétant de constater que les responsables de la Troïka et du FESF rendent à peine compte de leur gestion des fonds publics. « *C'est un scandale que la Commission européenne publie des centaines de pages de rapport mais ne parvienne pas à préciser où l'argent est exactement allé* », explique Dominique Plihon. « *Nous appelons les responsables à imposer une réelle transparence et à indiquer à qui profitent véritablement les paiements.* »

Le changement radical de politique se fait attendre

Un changement de cap radical se fait attendre dans la politique européenne de gestion de la crise. « *Nos gouvernements volent au secours des banques européennes et des riches à coups de milliards et de milliards de fonds publics tout en racontant à leurs électeurs que l'argent est versé à la population grecque. Cela doit cesser* », revendiquent Dominique Plihon et Marica Frangakis. Les banques « *too big to fail* » doivent être divisées et remises au service de l'intérêt public plutôt qu'à celui des profits privés. Les créanciers et les riches doivent payer leur part des coûts de la crise, tandis que le secteur financier doit être sévèrement réglementé. « *Après les ravages de trois années d'austérité imposée, la Grèce a besoin, plutôt que d'enrichir l'oligarchie financière, de véritables mesures de secours qui profitent réellement à l'ensemble de la population ainsi que des mesures de financement pour le rétablissement de l'économie grecque* », conclut Dominique Plihon.

D'autres détails qui interpellent...

En outre, l'enquête menée par Attac a mis en lumière plusieurs points qui interpellent dans le prétendu « plan de sauvetage de la Grèce » :

- À plusieurs reprises, l'UE et le FMI sont revenus sur leurs déclarations et ont suspendu les versements promis pendant des semaines voire des mois pour faire pression sur la démocratie grecque : à l'automne 2011 pour empêcher la tenue d'un referendum sur la politique d'austérité ; en mai-juin 2012 pour augmenter les chances des partis amis de la Troïka lors des élections législatives. En suspendant les fonds promis, la Troïka contraint le gouvernement grec à émettre des obligations à court terme pour éviter la faillite imminente. Ces « bons du Trésor », arrivant à échéance en quelques semaines ou quelques mois, revêtent un taux d'intérêt plus élevé, ce qui augmente de fait la dette

publique grecque. Une preuve de plus que la réduction de la dette n'est pas la principale préoccupation de la Troïka mais plutôt un prétexte pour poursuivre la destruction de l'État providence et des droits des travailleurs.

- Une tranche d'1 milliard d'Euros versée en juin 2012 a essentiellement servi à financer la contribution obligatoire de la Grèce au remplaçant du FESF, le MES. Le FESF a ainsi financé son propre successeur —certes pas directement mais en accroissant la dette du gouvernement grec.
- Klaus Regling, directeur général du FESF et du MES, a fait de nombreux allers-retours entre la politique et le monde de la finance au cours de sa carrière. Avant de rejoindre le FESF, il a travaillé tour à tour pour le gouvernement allemand, pour le fonds spéculatif Moore Capital Strategy Group, pour la Commission européenne comme directeur général aux Affaires économiques et financières, ou encore pour le fonds spéculatif Winton Futures Fund Ltd. Regling constitue ainsi un exemple symbolique de l'étroite imbrication des marchés financiers et de la politique, qui explique en partie pourquoi la politique de gestion de la crise de l'UE vise principalement à sauver le secteur de la finance.
- Selon ses comptes annuels, la masse salariale du FESF s'élevait à 3,1 millions d'Euros en 2011 (9). Selon les médias, 12 personnes travaillaient cette année-là au FESF (10), soit une moyenne de 258.000 EUR dépensée par personne. Le directeur général Klaus Regling aurait gagné 324.000 EUR, plus un supplément de salaire par année (11). Ceux qui touchent de telles sommes contrôlent la réduction du salaire minimum brut mensuel grec à 580 EUR (510 EUR pour les jeunes) (12).

Sources

- (1) Tagesschau (2012) : Milliardenhilfen für den Milliardär, 4 juin 2012, <http://www.tagesschau.de/wirtschaft/latsis100.html>
- (2) Der Spiegel (2012) : Schuldenrückkauf: Hedgefonds verdient halbe Milliarde mit Griechenland, 19 décembre 2012 / <http://www.spiegel.de/wirtschaft/unternehmen/hedgefonds-verdient-halbe-milliarde-mit-griechischem-schuldenrueckkauf-a-873758.html>
- (3) Commission européenne (2010) : Statement of President Barroso following his meeting with Mr Georgios Papandreou, Prime Minister of Greece, 6 décembre 2010 / http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-10-730_en.htm
- (4) Eurostat (2013) : Comptes non-financiers trimestriels des administrations publiques, 16 avril 2013 / <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>
- (5) Eurostat (2013) : Dépenses des administrations publiques par fonction (CFAP), 16 avril 2013 / <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>
- (6) Transnational Institute (2013) : Guns, Debt and Corruption. Military Spending and the EU crisis, 14 avril 2013 / <http://www.tni.org/briefing/guns-debtcorruption>, p. 11f.
- (7) Der Standard (2013) : Bankenrettungen kosteten EU-Staaten 670 Milliarden, 22 avril 2013 / <http://derstandard.at/1363708829426/Bankenrettungen-kosteten-EU-670-Milliarden-Euro>
- (8) Reuters (2012) : Special Report: Clandestine Loans were used to fortify Greek bank, 16 juillet 2012 / <http://www.reuters.com/article/2012/07/16/us-greecebanks-idUSBRE86F0CL20120716>
- (9) FESF (2011) : Financial Statements, Management report and Auditor's report, 31 décembre 2011 / <http://www.efsf.europa.eu/about/corporategovernance/annual-accounts/index.htm>, p. 37.
- (10) CNBC (2011) : EFSF: CNBC explains, 20 octobre 2011, <http://www.cnbc.com/id/44685464>
- (11) Die Welt (2012) : Fürstliche Gehälter: ESM-Chef verdient mehr als Bundeskanzlerin, 7 juillet 2012 <http://www.welt.de/wirtschaft/article108056431/ESM-Chefverdient-mehr-als-die-Bundeskanzlerin.html>
- (12) OCDE (2013) : Salaires minimum à prix courant en monnaie nationale, 16 avril 2013 / <http://stats.oecd.org/>

Traduit de l'anglais par Muriel Carpentier, Coorditrad.

Contact presse : Jeanne Planche jeanne@attac.org - 01 56 06 43 61 - 06 83 01 44 88